

Stratégie et actions de la coopération française en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des terres

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) a été adoptée à Paris le 17 juin 1994, suite à une mobilisation importante de la France et des pays africains. La France n'étant pas déclarée comme affectée par la désertification, son action dans la mise en œuvre de la convention repose sur l'intervention de la coopération française visant en priorité les pays affectés du continent africain.

Pour organiser son action, la France s'est dotée, en décembre 2006, d'un cadre d'orientation stratégique fixant ses priorités dans le domaine de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres. Ce document d'orientations stratégiques a été réalisé en étroite concertation avec la société civile, y compris la communauté scientifique (Comité scientifique français sur la désertification). Cette stratégie se fonde sur les deux principes suivants :

- créer un environnement favorable à la mise en œuvre d'actions bénéficiant directement aux populations touchées ;
- agir aux trois niveaux d'actions : international, national et régional.

La mise en œuvre de la stratégie française repose sur l'appui aux acteurs clefs, à chaque niveau d'actions : renforcement des capacités des décideurs des pays du Sud ; appui à la recherche ; renforcement des initiatives de la société civile ; structuration régionale (Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, Observatoire du Sahara et du Sahel).

Au niveau international

Appui au processus de mise en œuvre de la convention.

La France soutient les deux institutions clefs de la CNULCD : le Secrétariat de la Convention et le Mécanisme mondial de la Convention. Elle soutient également les pays africains pour favoriser leur participation aux négociations de la Convention.

Recherche et développement des connaissances en matière socioéconomique.

La France soutient les recherches en matière d'analyses des coûts sociaux et économiques de la désertification et des coûts de l'inaction. Un atelier international sur le sujet s'est tenu à Rome les 4 et 5 décembre 2006 qui a abouti à la création d'un réseau sur ce thème. L'objectif est de fournir des outils économiques d'aide à la décision pour les bailleurs de fonds.

Renforcer la prise en compte de la lutte contre la désertification dans les organisations internationales.

Trop peu de programmes sont effectivement mis en œuvre sur le terrain pour appliquer la convention. La CNULCD ne bénéficiant du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) que depuis 2004, les pays affectés ont besoin de renforcement de capacité pour la formulation de projets. Ainsi, en lien avec l'Institut de l'énergie et de

l'environnement de la Francophonie (IEPF), la France soutient l'organisation de formations à la formulation de projets éligibles au FEM. Par ailleurs, la France suit tout particulièrement la mise en œuvre de l'initiative régionale Terrafrica pour la Gestion durable des terres en Afrique subsaharienne.

Enfin, des perspectives nouvelles de financements se dessinent au titre de l'adaptation au changement climatique. La France appuiera les pays affectés pour qu'ils aient accès à des projets visant à la fois l'adaptation au changement climatique et la lutte contre la désertification.

Aux niveaux régional et sous-régional

Renforcer la structuration sous-régionale en Afrique.

Il s'agit d'un axe d'intervention majeur de l'action française en faveur de la lutte contre la désertification. Les grandes sécheresses des années 70 en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord ont conduit à développer, entre pays voisins, des méthodes communes, notamment pour le suivi environnemental et la prévention des risques alimentaires. Ainsi, la France soutient-elle particulièrement les actions de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) et du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS).

Aux niveaux national et local

Appuyer les initiatives de la société civile.

La prise en compte des populations locales et leur participation est un préalable indispensable à la réussite des actions de lutte contre la désertification. Les hommes et les femmes, les éleveurs et les agriculteurs sont les acteurs principaux de la lutte contre la désertification, leur esprit novateur, leur dynamisme et leurs initiatives sont des gages de réussite des projets. La France agit en faveur de la gestion décentralisée des ressources naturelles et de l'émergence de la société civile, pour que les actions de lutte contre la désertification bénéficient directement aux populations touchées.

Ainsi le FFEM finance « l'Initiative régionale pour l'environnement mondial et la lutte contre la désertification (IREMLCD) ». Mise en œuvre par le CILSS, elle permet de financer des microprojets portés par la société civile.

Par ailleurs, la France soutient la plateforme des ONG françaises GTD (Groupe de Travail Désertification, coordination nationale des ONG) dans ses actions de coopération avec des ONG des pays du Sud (renforcement des capacités, sensibilisation...). En 2006, la France a soutenu le Forum International « Désertif'actions : Désertifications et société civile », qui a permis à plus de 200 représentants de la société civile d'une soixantaine de pays de lancer « l'appel de Montpellier », interpellant ainsi toutes les parties prenantes sur l'urgence de l'action en matière de lutte contre la désertification.

Mise en œuvre de projets de terrain : agriculture de conservation et gestion du pastoralisme

L'Agence française de développement (AFD), avec un engagement annuel moyen de 22 Millions d'euros, met en œuvre des projets de terrain pour la lutte contre la désertification et la dégradation des terres. Par exemple, les pratiques de l'agriculture de conservation sont développées au Nord-Cameroun, en Tunisie et à Madagascar ; un projet de réhabilitation des oasis du Tafilalet au Maroc sera mis en œuvre en 2007 sur les fonds du FFEM ; au Tchad, l'élevage pastoral fait l'objet d'un

programme particulier, visant à concilier pratiques pastorales et gestion durable des ressources naturelles.

Moyens de la coopération française au service de la lutte contre la désertification

La France consacre en moyenne près de 35 millions d'euros par an à la lutte contre la désertification, moyens alloués à des projets de terrain, à des projets de recherche et à de l'appui institutionnel auprès des pays et des institutions régionales et multilatérales. Conformément à la priorité accordée à la Zone de solidarité prioritaire française, les actions se concentrent sur l'Afrique et la Méditerranée.

Les actions financées par l'AFD représentent plus de la moitié de l'effort français au titre de la lutte contre la désertification (près de 20 millions d'euros annuels actuellement). Au Fonds Français pour l'Environnement Mondial (fonds public bilatéral pour la protection de l'environnement mondial), entre 1,6 et 3 millions sont destinés aux financements de projets de terrain innovants concernant la lutte contre la désertification. La part des financements mis en œuvre par les ONG et par les autres acteurs de la société civile sera accrue grâce au développement de programmes de type « appels à initiatives ». De plus, la France apporte une assistance technique ainsi qu'une expertise aux différentes institutions internationales et régionales engagées dans la lutte contre la désertification (Banque Mondiale, Mécanisme mondial, CILSS, OSS).

De nouvelles perspectives de financements

D'autres perspectives se dessinent au titre de l'adaptation au changement climatique. La France veillera à ce que les actions de lutte contre la désertification et la dégradation des terres soient prises en compte par les fonds déjà mis en place dans le cadre de la Convention cadre des Nations Unies sur le changements climatique (Fonds pour les pays les moins avancés et Fonds spécial sur le changement climatique) ou les fonds en perspective (Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto). En Afrique subsaharienne, lutte contre la désertification et adaptation au changement climatique en milieu rural impliquent les mêmes types d'actions sur le terrain. La France appuiera donc ces pays pour qu'ils aient accès à des projets visant à la fois l'adaptation au changement climatique et la lutte contre la désertification.